

CONSULTATIONS CITOYENNES CENTRAFRICAINES



Ensemble, dessinons notre futur

Une initiative du **R**assemblement **U**nitair **C**entr**A**fricain



**RASSEMBLEMENT
UNITAIRE**

RENAISSANCE CENTRAFRICAINE

KOTA TIRI

<https://www.ru-rca.org/> – contact@ru-rca.org



De quoi s'agit-il ?

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1. Les Consultations Citoyennes Centrafricaines : une initiative pour réveiller la capacité d'innovation citoyenne des Centrafricains pour leur pays

2. Le pourquoi de l'initiative : notre pays, la République Centrafricaine, est aujourd'hui en faillite et dans l'impasse

2.1. La faillite est générale : elle touche à tous les domaines et se décline en :

- Faillite de la Démocratie et de l'État de droit
- Faillite économique et sociale
- Faillite de la politique extérieure

2.2. Et l'impasse est totale, elle a principalement pour causes :

- Les politiques de division des Centrafricains
- Les politiques d'exclusion et de marginalisation
- La suppression de toute possibilité d'action citoyenne
- Le refus systématique du dialogue par le pouvoir

3. Le comment de l'initiative : donner la parole aux Centrafricains pour qu'ils dessinent eux-mêmes et ensemble leur futur ainsi que celui de leur pays

3.1. Signification : des Consultations Citoyennes pour renouer avec l'esprit démocratique des consultations populaires à la base de 2015

3.2. Principes et valeurs : des Consultations encadrées et inspirées par des principes à restaurer, pour concrétiser les valeurs-socle de notre vivre et agir ensemble

- Dignité
- Inclusivité
- Citoyenneté
- Solidarité
- Responsabilité

3.3. Thématiques : des Consultations pour faire renaître un Centrafrique conforme aux aspirations des Centrafricaines et Centrafricains dans les domaines essentiels de la vie de la Nation :

- Justice et État de droit
- Économie et société
- Sécurité et défense
- Intégration africaine et relations internationales

3.4. Organisation : des Consultations ouvertes et conduites dans le respect de la liberté de chacun(e) et dans le souci de bâtir un intérêt général centrafricain

- Modalités de participation variées : présentiel, distanciel, contributions
- Coordination ouverte, via le comité de coordination
- Les garanties : engagements du Rassemblement Unitaire

4. Les résultats escomptés : un Centrafrique refondé par et pour les Centrafricains

1.

Consultations Citoyennes Centrafricaines

Une initiative pour réveiller la capacité d'innovation citoyenne des Centrafricains pour leur pays

L'impasse politique, économique et sociale dans laquelle se trouve actuellement notre pays, la République Centrafricaine, n'est pas une fatalité et, encore moins, un obstacle insurmontable.

Notre histoire, des mobilisations de 1979 au Forum de Bangui en passant notamment par le Comité de Coordination pour la Convocation de la Conférence Nationale (4CN) et les Consultations Populaires à la Base (CPB), nous enseigne que, dans de tels moments, la solution se trouve dans le Génie collectif des Centrafricains, seul capable d'indiquer les voies de progrès pour le pays que nous avons en partage.



Le Rassemblement Unitaire Centrafricain considère qu'aujourd'hui il est plus que jamais nécessaire de donner la possibilité aux Centrafricains de se retrouver ensemble pour vaincre la division, et de leur redonner la parole pour exprimer leurs véritables aspirations et pour tracer leurs propres chemins d'avenir.

C'est pourquoi il prend la présente initiative d'organisation de Consultations Citoyennes, dans lesquelles il voit le premier instrument de la Renaissance centrafricaine, y compris dans une perspective de participation à la Renaissance africaine.

Le présent document a pour objet d'exposer les raisons d'être de cette initiative et de tracer les contours des Concertations en question.



2.

Le pourquoi de l'initiative

Notre pays, la République Centrafricaine, est aujourd'hui en faillite et dans l'impasse

2.1. La faillite est générale : elle touche à tous les domaines

2.1.1. Faillite de la Démocratie et de l'État de droit

Notre pays, la République Centrafricaine (RCA), est inscrit depuis de nombreuses années dans une trajectoire négative à propos de laquelle différentes forces vives du pays, dont le Rassemblement Unitaire, n'ont cessé de tirer l'alarme.

Les processus enclenchés ont conduit à la situation actuelle, caractérisée principalement par :

- La capture de l'État et la captation du pouvoir centrafricain par des groupes prédateurs étrangers, au premier rang desquels le groupe Wagner devenu Africa Corps ;
- La caporalisation de toutes les institutions de l'État (Assemblée nationale, Conseil constitutionnel, Autorité nationale des élections, pouvoir judiciaire, etc.) au profit d'un petit groupe et le retour au culte absolu de la personnalité ;
- L'anéantissement du système multi-partisan et le retour, de fait, au parti unique, moyennant un dévoiement des procédures démocratiques : élections truquées, corruption et violence politiques généralisées ;
- La suppression de toutes les libertés publiques et une répression féroce des leaders politiques et des citoyens, condamnés au silence, à la prison ou à l'exil, quand ce n'est pas à la disparition forcée et à la mort ;
- L'application sélective et discriminatoire de la Loi, selon les caprices du Prince ;
- L'installation, enfin, d'un pouvoir dictatorial à vie décomplexé.

Cet état des institutions et des droits et libertés a des répercussions dramatiques sur la population. Le fait est que celle-ci subit quotidiennement l'arbitraire et les exactions de toutes sortes, de la part aussi bien des institutions et autorités du pays que de la part des différentes milices paramilitaires qui les soutiennent, dont Wagner/Africa Corps : arrestations et détention arbitraires, torture, disparitions forcées, assassinats.

Outre cela des populations de Préfectures entières, notamment du Haut-Mbomou, du Mbomou, de la Vakaga, de la Haute Kotto, de la Ouaka sont régulièrement la cible d'attaques armées ordonnées par le pouvoir de Bangui, dans le cadre de ce qu'il faut bien nommer une guerre de représailles larvée contre les populations civiles.

2.1.2. Faillite économique et sociale

Le tableau de la situation économique et sociale de notre pays début 2026, selon les indicateurs de la Banque mondiale, témoigne aussi de cette faillite ; un taux d'endettement qui a explosé (65% du PIB), tandis que le pays reste parmi les derniers en termes d'indice humain de développement (191e sur 193 pays) ; 70% de la population vivant dans l'extrême pauvreté ; 1.100.000 centrafricains encore déplacés internes et réfugiés dans les pays voisins ; 90% de la population sans électricité ; à peine 3% de routes asphaltées, etc.

Derrière ces chiffres il y a une vie de misère de la population, même dans la capitale : sans eau potable, sans électricité, avec des salaires de misère et un chômage endémique, une hausse vertigineuse du prix des produits de base (nourriture et carburant par exemple) ; des services sociaux de base (hôpitaux, dispensaires, écoles, etc.) quasi inexistantes.

La situation ainsi décrite est le résultat d'une absence manifeste de vision et de projet, mais aussi d'une gouvernance économique ayant pour seul principe la prédation au profit du pouvoir et de ses soutiens étrangers mafieux : détournements systématiques des deniers et biens publics ainsi que des financements internationaux, pillage à grande échelle des ressources du sol et du sous-sol...

2.1.3. Faillite de la politique extérieure

Sous un fallacieux prétexte souverainiste, le pouvoir de Bangui conduit depuis plus de 10 ans une politique extérieure sans vision ni boussole. Guidée prioritairement par son souci d'auto-protection par l'appât du gain financier, et placée par ailleurs sous l'emprise des parrains étrangers du régime (Wagner, Rwanda, Emirats arabes unis...), cette politique oscille entre instabilité générale, mendicité et agressivité à l'égard aussi bien des partenaires extérieurs, des institutions internationales que des pays voisins et frères.

Le résultat est que le monde entier n'a désormais confiance ni en notre parole, ni en notre signature, et encore moins en notre intégrité, pendant que notre pays est transformé, par l'action des soutiens étrangers du régime de Bangui, en base arrière de déstabilisation de nos voisins : la RDC, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad.

Notre pays a ainsi quitté les principes capitaux de relations amicales et de coopération pacifique entre les Nations, ainsi que de fraternité et d'unité africaines.



Au total, notre République Centrafricaine d'aujourd'hui est un pays qui est non seulement à l'arrêt, mais en faillite et en crise sur tous les plans : social, économique et politique. Elle est une société plus que jamais divisée, où la misère règne, où sévit la violence à tous les niveaux contre les Centrafricains, et où ne prospèrent que des contre-valeurs. Pis encore, la République centrafricaine en tant que terre et en tant que pays n'appartient plus aux Centrafricains, n'est plus gouvernée par eux et n'est en rien guidée par leurs intérêts et leurs aspirations.

2.2. L'impasse est totale, résultat de la défiance multiforme du pouvoir à l'égard des Centrafricains

2.2.1. Les politiques de division des Centrafricains

Diviser pour mieux régner ! Tout a été mis en œuvre par le régime actuel pour diviser les Centrafricains. Les principaux instruments sont la stigmatisation et la diabolisation de quiconque ne partage pas les opinions des tenants du pouvoir ou se tient à l'écart du parti-Etat qu'est désormais le Mouvement Coeurs Unis (MCU). "Ennemi de la paix", "ennemi du Peuple", "agent de l'étranger", "soutien de la CPC", sont autant de qualifications que l'on retrouve dans les discours des gouvernants, et qui sont utilisées pour indexer d'honnêtes citoyens, les museler, les poursuivre et, à la fin, les condamner à l'exil ou à l'emprisonnement. Et ceci, pendant que les fossoyeurs des Centrafricains et du pays, des chefs et membres des groupes armés aux éléments du groupe Wagner sont considérés comme des "partenaires du gouvernement" ou "partenaires de la paix", avec droit de siéger au Gouvernement, au Parlement et à la Présidence de la République.

La division a même été, via la prétendue Constitution d'août 2023, élevée au rang de principe structurant de notre Etat, avec l'invention de la notion de "Centrafricain d'origine" et les nouvelles dispositions relatives à la double nationalité. La pratique de ce texte montre qu'il y a aujourd'hui plusieurs catégories de Centrafricains, avec des droits et des devoirs différenciés, certains ayant vocation à diriger l'Etat et à commander aux autres qui sont condamnés à obéir.

2.2.2. Les politiques d'exclusion et de marginalisation des Centrafricains

Les éléments qui précèdent ont aussi pour effet l'exclusion et la marginalisation de larges groupes de Centrafricains, en ce compris tous ceux qui ne peuvent pas faire la preuve de leur "centrafricanité d'origine". Ils ne peuvent pas voter, ni être éligibles, ni prétendre aux hautes fonctions civiles et militaires.

À cela s'ajoutent les exclusions et les marginalisations de fait, dus : au maintien de centaines de milliers de Centrafricains dans l'état de personnes déplacées (400.000 personnes) ou de réfugiés (700.000 personnes) ; à l'accaparement des terres et de l'économie par les soutiens étrangers du régime de Bangui ; au chômage massif ; à l'absence de protection, y compris au travail ; etc.

2.2.3. La suppression de toute possibilité d'action citoyenne pacifique

Il y a impasse également parce que tous les moyens d'action politique ou citoyenne pacifique en RCA ont été supprimés les uns après les autres : répression de l'expression libre ; interdiction de toute manifestation sauf celles qui sont organisées par le régime ; suppression des médias libres et accès des médias existants interdits aux partis d'opposition et à la société civile non-inféodée au pouvoir.

Enfin, le droit octroyé aux citoyens par la Constitution de 2016 d'attaquer devant la Cour constitutionnelle les actes du Président de la République jugés contraires à la Loi fondamentale, droit dont l'exercice a permis en 2022 de faire annuler le dispositif mafieux de la cryptomonnaie et celui du changement de Constitution, a été purement et simplement supprimé en 2023. Cette abrogation fait suite d'ailleurs au refus du pouvoir d'exécuter les décisions de la Cour constitutionnelle dans les deux cas cités. Les citoyens centrafricains sont ainsi dorénavant totalement désarmés face à la dérive dictatoriale du régime et aux actes d'oppression et de dilapidation des richesses nationales qui en résultent.

2.2.4. Le refus de tout dialogue par le pouvoir

C'est depuis 2019 au moins que les partis politiques d'opposition et les organisations de la société civile, dont des organisations aujourd'hui membres du Rassemblement Unitaire (Citoyens Debout et Solidaires, G-16 et CRT notamment) et le Rassemblement Unitaire lui-même n'ont cessé de lancer des appels au dialogue politique inclusif.

Ces appels visaient à mettre fin à la réduction de l'espace civique et politique, à la répression politique notamment par l'instrumentalisation de la justice, à la division des Centrafricains et à l'exclusion de pans entiers de la population, ainsi qu'au climat de crise généré par ces éléments. Ils invitaient ainsi à créer un climat apaisé nécessaire à l'organisation d'élections inclusives, transparentes et crédibles, ainsi qu'à un recentrage de la politique du pays sur les besoins vitaux de la population.

Ces appels répétés, dont les derniers étaient lancés par le Rassemblement Unitaire à la veille des élections de 2025, sont restés sans suite. Au dialogue réel, le pouvoir de Bangui a toujours préféré les proclamations creuses non suivies d'effet, et finalement la loi de la pure force.

Au total, toutes les voies et moyens pour sortir de l'impasse ont été méthodiquement fermés par le pouvoir de Bangui : le Centrafricain ne peut plus s'exprimer sur la politique de son pays sans s'exposer à la répression ou à la mort ; toutes les voies démocratiques d'action citoyenne ont été supprimées ; les réunions et manifestations sont interdites ; le dialogue avec les forces vives de la Nation est exclu par le pouvoir.

3.

Le comment de l'initiative

Donner la parole aux Centrafricains pour qu'ils dessinent eux-mêmes et ensemble leur futur ainsi que celui de leur pays

3.1. Signification : des Consultations citoyennes pour renouer avec l'esprit démocratique des Consultations Populaires à la Base de 2015

Les Consultations citoyennes Centrafricaines, c'est dire d'abord, en tant que citoyennes et citoyens centrafricains qu'il n'y a pas de fatalité du malheur dans notre pays. C'est aussi et surtout faire appel aux acquis positifs de notre histoire pour rebondir.

Or, notre histoire nous enseigne précisément qu'un des acquis les plus fondamentaux et les plus démocratiques est le recours au Peuple quand toutes les issues sont fermées, comme aujourd'hui. L'expression la plus récente de cet acquis se trouve dans notre Constitution du 30 mars 2016 qui, en ses articles 28 et 29, fait obligation à tout citoyen ou groupe de citoyens, dans la situation où se trouve aujourd'hui notre pays, de se réunir avec les autres "pour faire échec à l'autorité illégitime". Mais elle se trouve plus fondamentalement encore dans les "Consultations populaires à la base" qui ont donné naissance à cette Constitution de 2016.

Ces consultations populaires, organisées en 2015 par le pouvoir de transition, ont permis de recueillir dans chaque Préfecture, ville et village de notre pays la parole des Centrafricains, leurs diagnostics sur la situation du moment de leur pays et, finalement, leurs aspirations en ce qui concerne leur gouvernance dans l'avenir. Elles reposaient ainsi sur l'idée que la meilleure manière de sortir durablement de la crise est de donner la parole aux populations, en prenant au sérieux leur expression et en respectant celle-ci.

C'est précisément faute pour le pouvoir actuel d'avoir respecté cette expression que notre pays se retrouve à nouveau aujourd'hui dans l'impasse.

Il nous revient aujourd'hui, à nous citoyens, de renouer avec le versant vertueux de notre histoire, et de faire revivre cette expérience, restée à ce jour unique en Afrique.

[Accéder au Rapport sur les Consultations populaires à la base et autres documents du Forum de Bangui](#)

3.2. Principes et valeurs : des Consultations encadrées et inspirées par des principes à restaurer, expression des valeurs-socle de notre vivre et agir ensemble

Ayant vocation à amorcer une dynamique de Renaissance centrafricaine, et donc à engendrer la *Nouvelle Société Centrafricaine*, les présentes Consultations citoyennes entendent concrétiser et incarner les principes suivants, considérés comme piliers de la RCA de demain :

- **Inclusivité**

Les Consultations citoyennes se veulent ouvertes à tout Centrafricain désireux de mettre fin à la dérive de notre cher pays et de contribuer à l'éclosion d'une *Nouvelle Société Centrafricaine*. Une attention particulière y sera accordée à l'expression des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables.

- **Dignité**

Le retour à la dignité des Centrafricains dans le cadre d'une République retrouvée est un objectif central. Il doit se traduire dès les Consultations citoyennes par la dignité de l'expression et des attitudes de chacun, ainsi que par l'observation d'un strict respect entre les participants. L'exigence de dignité devra aussi guider l'organisation générale des consultations.

- **Citoyenneté**

L'esprit citoyen devra présider à l'ensemble des travaux. Il faut entendre par là que chaque participant devra s'efforcer de mettre en avant l'intérêt général du pays et des populations dans ses contributions. Il s'engagera aussi à respecter la diversité des opinions exprimées et la volonté générale qui s'en dégagera.

- **Solidarité**

Les Consultations citoyennes se veulent en elles-mêmes une arme pour combattre la division et l'exclusion, et donc un lieu d'expression de l'unité des Centrafricains dans la poursuite d'un but commun.

- **Responsabilité**

Les Consultations se veulent aussi un moment d'apprentissage de la responsabilité individuelle et collective. Les analyses et opinions partagées devront être guidées par le souci d'une transformation effective de la société centrafricaine. De même chaque participant devra s'engager à assumer les conclusions auxquelles les consultations seront parvenues.



3.3. Thématiques : des Consultations pour faire renaître un Centrafrique conforme aux aspirations des Centrafricains dans les domaines essentiels de la vie de la Nation

De la même manière que la régression de notre pays se constate dans tous les domaines de la vie de la Nation, les Consultations citoyennes s'imposent comme exigence d'évoquer toute question d'intérêt national, de réaliser un diagnostic partagé domaine par domaine et de proposer des solutions dans chaque domaine évoqué.

Pour des raisons de lisibilité de la démarche autant que d'organisation rationnelle des résultats, quatre grands domaines ont été identifiés *a priori*. Ils sont les suivants :

- Justice et État de droit ;
- Économie et société ;
- Sécurité et défense ;
- Intégration africaine et relations internationales.

Ces grands domaines seront eux-mêmes déclinés en sous-thématiques, de manière à couvrir les enjeux essentiels, politiques, économiques et sociaux de notre pays, selon le schéma suivant :

- **Justice et État de droit.** *Réforme de la justice* : Justice pour tous sur 623.000 km² ; justice professionnelle, efficace, impartiale et équitable. *Réforme de la gouvernance politique* : légitimité, redevabilité et relations avec les citoyens. *Réforme de la gouvernance administrative* : services publics (santé, éducation, citoyenneté, etc.), transparence et bonne gouvernance.
- **Économie et société.** *Relance économique* : centrée sur les 3 grappes de croissance (agriculture, mines et forêts). *Formation professionnelle, emploi et entrepreneuriat* : accent particulier mis sur les femmes et les jeunes. *Promotion sociale et développement culturel* : société de valeurs, arts et culture. *Équité territoriale* : développement partagé, territorialement équilibré.
- **Sécurité et défense.** *Format de défense nationale.* *Missions des forces de défense et de sécurité (FDS).* *Statuts des FDS* : rapports entre armée, police et Nation.
- **Intégration africaine et relations internationales.** *Politique de bon voisinage.* *Intégration économique sous-régionale et continentale.* *Action au sein des organisations internationales.* *Politique de représentation diplomatique.*

3.4. Organisation : des Consultations ouvertes conduites dans le respect de la liberté de chacun(e) et dans le souci de bâtir un intérêt général centrafricain

• Modalités de participation

Les concertations citoyennes sont ouvertes à tout Centrafricain, qu'il réside en RCA ou à l'étranger et quel que soit son pays ou son continent de résidence. En conséquence et pour maximiser la participation, les séances de concertation se dérouleront selon un triple format : *des réunions physiques, des réunions virtuelles et des contributions écrites*. Les réunions physiques se dérouleront dans toute ville et tout pays où cela sera possible. Les compatriotes qui ne peuvent y participer pourront contribuer lors des séances virtuelles. Tout participant pourra décider, en outre, de soumettre des contributions écrites, audio ou vidéo.

• La coordination

Le Rassemblement Unitaire conçoit son rôle dans le processus comme étant strictement un rôle de médiateur entre Centrafricains, de facilitateur de leurs expressions plurielles et de rapporteur des positions communes. En conséquence de quoi, il se chargera de l'organisation des réunions, veillera à la liberté d'expression de tous dans le respect des uns et des autres et fera à la fin du processus une synthèse des constatations et des propositions. Il s'engage à assumer toute la responsabilité impliquée par l'organisation et la gestion du processus.

En pratique, un comité de coordination sera mis en place par le Rassemblement Unitaire en son sein. Ce comité pourra être élargi ensuite compte tenu des participations et éventuelles contributions aux charges d'organisation. Le Comité pourra nouer tous contacts utiles pour l'organisation et le bon déroulement des Concertations.

• Les garanties : engagements du Rassemblement Unitaire

Le Rassemblement Unitaire s'engage :

- *À garantir la liberté d'expression pour tous les participants*, dans le strict cadre prévu pour ces consultations. Il assurera la police des débats selon des règles inspirées par les valeurs et principes exposés plus haut. La teneur de ces règles sera communiquée ultérieurement.
- *À garantir rigueur et intégrité dans la restitution des résultats*. La restitution sera faite tout le long des Consultations via une synthèse établie après chaque séance. L'ensemble donnera lieu à un Rapport final.
- *À garantir la transparence du processus*. Le processus global sera conduit en toute transparence. Cependant le Rassemblement Unitaire veillera à assurer la confidentialité des données personnelles des participants.



4.

Les résultats escomptés

Un Centrafrique refondé par et pour les Centrafricains

01

Justice & État de droit

Un Centrafrique modèle de paix et de bonne gouvernance, protecteur de ses citoyens et de la personne humaine

02

Économie & Société

Un Centrafrique entreprenant et réconcilié avec lui-même où le Centrafricain est au cœur de l'économie et du progrès social

03

Sécurité & Défense

Un Centrafrique libéré et sécurisé, de quiétude pour ses habitants, et facteur de sécurité régionale et internationale

04

Afrique & International

Un Centrafrique fiable et respecté, engagé pour l'intégration africaine et acteur d'un multilatéralisme équilibré

Une démocratie et une vitalité centrafricaines retrouvées et un Centrafrique enfin cœur battant d'Afrique dans le Monde



CONSULTATIONS CITOYENNES CENTRAFRICAINES 2026

Rejoignez-nous

*C'est notre
responsabilité commune*



1000 km

